



Conseil économique et social

Distr. générale
9 octobre 2014
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2015

26 janvier-3 février et 13 février 2015

Rapports quadriennaux pour la période 2010-2013 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. International Higher Education Academy of Sciences	3
2. International Investment Centre	4
3. La Strada International Association	6
4. International Network for Sustainable Energy	8
5. Association psychanalytique internationale	10
6. International Relations Students' Association of McGill University	12
7. International Society for Augmentative and Alternative Communication	14
8. International Society of Doctors for the Environment	16
9. Union internationale pour l'étude scientifique de la population	18
10. International Women's Year Liaison Group	19
11. Interregional Union of Life Help for Mentally Handicapped Persons « Sail of Hope »	21
12. Association italienne d'aide à l'enfance	23



13. Jesuit Refugee Service	24
14. José Martí Cultural Society	27
15. Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture	28

1. International Higher Education Academy of Sciences

Statut consultatif général, 2002

Introduction

L'International Higher Education Academy of Sciences est une organisation non gouvernementale influente et qui fait autorité, regroupant 1 300 membres individuels de 46 pays, dont la Fédération de Russie et les pays de la Communauté d'États indépendants (CEI), ainsi que les États-Unis d'Amérique, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, le Japon, la Chine, le Brésil, le Mexique, la Mongolie, la République de Corée, le Togo et la Nouvelle-Zélande. Les bureaux nationaux (ou antennes) de l'organisation établis en Fédération de Russie, en Ukraine, au Bélarus, au Kazakhstan, en Ouzbékistan, en République de Moldova, au Tadjikistan, au Kirghizstan et en Mongolie, ainsi que les bureaux et centres interrégionaux, ont organisé et coordonné les activités des membres de l'organisation dans différents pays et régions.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour principaux objectifs de justifier au plan scientifique et de contribuer activement au développement des sciences et de l'éducation, à l'essor économique, à la prospérité sociale et au potentiel spirituel. Ses priorités portent sur : l'établissement des grands principes de la politique et de la philosophie éducative; l'examen du système d'enseignement supérieur; le développement de nouvelles technologies éducatives; la création d'un espace éducatif commun dans les pays de la CEI; l'étude des possibilités de mobilité académique et professionnelle dans la région de l'Eurasie; la réforme des systèmes nationaux d'éducation; la prise en compte des difficultés rencontrées par la Fédération de Russie et d'autres pays pour adhérer au Processus de Bologne et leur mise en conformité; le développement de méthodes éducatives et de processus innovants dans le domaine de l'enseignement supérieur, ainsi que la commercialisation des résultats scientifiques; le plaidoyer en faveur de législations soutenant les activités des scientifiques et des éducateurs et l'assistance au développement de nouvelles sciences et technologies.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'organisation assure la promotion des Nations Unies en Europe et en Asie. Elle a également initié la création d'un Conseil de la CEI en faveur de la coopération dans l'éducation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation étudie les possibilités de mobilité académique et professionnelle dans la région de l'Eurasie, établit les principes fondamentaux de mise en œuvre de la réforme de l'enseignement supérieur en Fédération de Russie et

de dispense d'une éducation scientifique de base, et formule des principes et des procédures favorisant un enseignement novateur.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été précisée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation promeut les objectifs du Millénaire pour le développement en assurant l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur aux jeunes de la Fédération de Russie et des pays de la CEI, quelles que soient leur situation économique et leur nationalité, en favorisant un système éducatif innovant et en accordant la priorité à l'enseignement technique.

2. International Investment Centre

Statut consultatif spécial, 1998

Introduction

L'International Investment Centre est une organisation à but non lucratif composée de membres. Elle est active en Fédération de Russie, dans la Communauté d'États indépendants, en Union européenne et aux États-Unis. L'organisation suit les principes fixés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, le droit international, la Constitution de la Fédération de Russie et les règles établies dans ses statuts. Les activités du Centre se fondent sur les principes du bénévolat, de l'égalité des droits, de l'autonomie et de la légalité.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Centre a pour objectifs de parvenir à un développement économique et démocratique durable de la société, basé sur une coopération mutuellement bénéfique; de faciliter le développement des petites et moyennes entreprises, y compris de favoriser les relations économiques internationales; d'apporter une assistance dans les domaines de la protection des droits de l'homme; et de contribuer au développement de l'éducation.

Changements à signaler

En mai 2010, l'organisation a ouvert un bureau de représentation à Genève.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, le Centre a organisé quatre conférences internationales à Genève, dont trois au Palais des Nations avec pour thèmes : la diplomatie publique et le volontariat des jeunes, l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) et la coopération internationale et l'innovation comme outils de changements sociaux et économiques. Ces conférences ont réuni des représentants de 15 pays, la Commission économique pour l'Europe (CEE), le CERN, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, des organes gouvernementaux, des universités, des organisations non gouvernementales et de jeunes militants.

En 2013, le centre a coorganisé à Moscou une conférence internationale sur la société civile et le partenariat international dans le domaine de l'éducation, de la science, de la culture, de l'environnement et des affaires, dans le but de tisser des liens solides entre les organisations de la société civile et le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, la Chine, et l'Afrique du Sud.

Le 3 octobre 2011, le Centre a organisé au Palais des Nations, dans le cadre du Forum social, un événement sur la jeunesse, ressource pour le développement durable, au cours duquel le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation a fait une présentation.

Au cours de la période considérée, les experts de l'organisation ont pris une part active aux travaux de l'Équipe de spécialistes des partenariats public-privé et de l'Équipe de spécialistes des politiques d'innovation et de compétitivité de la CEE.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des délégations de l'organisation ont assisté à des réunions de l'Assemblée générale à New York, les 19 et 20 septembre 2011 et le 17 septembre 2013. L'organisation a également participé aux réunions suivantes :

- Treizième session du Conseil des droits de l'homme, à Genève, du 1^{er} au 26 mars 2010;
- Quatorzième session du Conseil des droits de l'homme, à Genève, du 31 mai au 18 juin 2010;
- Sessions de la CEE, à Genève en décembre 2010, avril 2011, mai 2011, avril 2012, octobre 2012, décembre 2012, février 2013, juin 2013 et octobre 2013;
- Trente-huitième session du Conseil du développement industriel, à Vienne, du 24 au 26 novembre 2010;
- Quarantième session du Conseil du développement industriel, à Vienne, du 20 au 22 novembre 2012;
- Deuxième session spéciale de la Conférence générale du Conseil du développement industriel, à Vienne, le 28 juin 2013;
- Forum social de 2011, à Genève, du 3 au 5 octobre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec :

- Le Comité de la coopération et de l'intégration économiques de la CEE entre 2010 et 2013, sur les partenariats public-privé dans les politiques d'innovation et de compétitivité, avec le Comité des politiques de l'environnement;
- L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, en qualité d'organisation non gouvernementale à statut consultatif, de 2010 à 2013;
- Le Programme des Nations Unies pour le développement, pour mettre en œuvre un projet de développement durable et d'intégration en République d'Ossétie du Nord-Alania en 2010.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

S'agissant de l'objectif n° 1, le Centre s'est joint, en 2013, à la Chambre de commerce russe en tant que membre de la Commission pour les relations économiques extérieures; le 25 décembre 2013, le Centre a organisé à la Douma d'État de la Fédération de Russie une table ronde consacrée à la dimension législative des mécanismes destinés à attirer des investissements dans les régions.

Concernant l'objectif n° 6, le Centre a organisé, le 25 mai 2011, à la Douma d'État de la Fédération de Russie une table ronde sur la prévention de l'alcoolisme chez les mineurs, ainsi qu'une conférence sur les problèmes médico-écologiques et socioéconomiques liés aux dépendances nocives chez les mineurs, le 2 juin 2011.

Pour l'objectif n° 7, le Centre a facilité une table ronde avec le mouvement de jeunesse *Sdelaem!* sur le thème des villes utilisant rationnellement l'énergie et l'écologie, qui s'est tenue du 19 au 21 octobre 2011, au cours du quatrième congrès des municipalités russes. Le Centre a par ailleurs mené 11 actions bénévoles de nettoyage de parcs et de collecte de déchets durant l'année 2012 et 14 actions similaires en 2013.

Concernant l'objectif n° 8, l'organisation a pris part au troisième Forum des entreprises de Moscou consacré au partenariat, au leadership et aux perspectives, tenu le 15 mai 2013.

3. La Strada International Association

Statut consultatif spécial, 2010

Introduction

La Strada International Association est une organisation de droit néerlandais qui fait office de secrétariat pour le réseau La Strada International, composé de huit organisations membres indépendantes basées au Bélarus, en Bulgarie, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, aux Pays-Bas, en Pologne, en République de Moldova, en République tchèque et en Ukraine. Les organisations membres travaillent à l'échelon national, alors que le secrétariat international se consacre essentiellement à l'Europe tout en suivant les développements au plan mondial dans le domaine de la traite d'êtres humains et des migrations.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation s'efforce d'inciter les autorités, les médias et l'opinion publique à considérer la traite d'êtres humains comme une violation grave des droits de l'homme. Elle développe et propose des actions de protection et de prévention pour les victimes de la traite, les personnes exposées ou d'autres groupes concernés. Les objectifs de l'organisation sont : d'informer des risques liés à la traite et de la façon de s'en protéger; d'apporter une assistance à court et à long terme aux victimes de la traite et défendre et faire valoir leurs droits; de proposer aux victimes de la traite des programmes de retour sûr et de réintégration; de sensibiliser à la traite en tant que violation des droits de l'homme; de plaider en faveur d'actions nationales et internationales de lutte contre la traite d'êtres humains fondées sur l'approche du problème sous l'angle des droits de l'homme; d'aborder les causes profondes de la

traite; de former les professionnels tels que la police, les prestataires de service et les fonctionnaires chargés de l'immigration aux questions liées à la traite; et d'établir des organisations non gouvernementales fortes et indépendantes en Europe centrale et orientale.

Changements à signaler

En juin 2012, l'organisation a décidé de mettre un terme au statut de membre de La Strada Bosnie-Herzégovine.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Aucune contribution n'a été précisée.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, La Strada International Association a :

- Organisé un événement parallèle à l'occasion de la cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, intitulé « Accès à la justice : veiller à l'indemnisation des victimes de la traite », qui s'est tenu à Vienne, le 19 octobre 2010, et participé à une conférence de presse;
- Participé à la réunion de consultation d'experts organisée par le Rapporteur spécial sur la traite d'êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, sur le droit à un recours effectif pour les personnes victimes de la traite, à Bratislava, les 22 et 23 novembre 2010;
- Coorganisé, avec les Missions permanentes de l'Allemagne et des Philippines, une table ronde sur l'indemnisation des victimes de la traite, lors de la dix-septième session du Conseil des droits de l'homme, qui s'est tenue à Genève, le 31 mai 2011;
- Organisé un événement parallèle pour le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en 2011;
- Participé à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 4 au 15 mars 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- En 2011, des membres du bureau de l'organisation au Bélarus se sont entretenus avec le Rapporteur spécial sur la traite d'êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, sur des questions liées à l'indemnisation et au droit à un recours judiciaire.
- En 2011, des membres du bureau de l'organisation en République de Moldova ont contribué à la préparation d'un rapport officiel sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, traitant plus particulièrement de la violence envers les femmes et la traite d'êtres humains.
- En février 2011, l'organisation a participé à un forum de discussion en ligne lancé à l'initiative du Rapporteur spécial par l'intermédiaire du site Web de

l'Initiative mondiale de lutte contre la traite d'êtres humains, consacré au projet de principes fondamentaux concernant le droit à un recours effectif pour les personnes victimes de la traite.

- En 2012, des membres du bureau de l'organisation en République tchèque ont adressé une contribution à la quatorzième session du Groupe de travail sur la procédure d'examen périodique universel.
- En 2012, des membres du bureau de l'organisation en Ukraine ont présenté au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des observations sur la traite d'êtres humains en Ukraine.
- En 2012, des membres du bureau de l'organisation en Ukraine ont présenté, lors de la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, des observations sur la discrimination sexiste dans la publicité.
- En 2013, des membres du bureau de l'organisation au Bélarus ont soumis au Groupe de travail sur la procédure d'examen périodique universel des observations sur le Bélarus.
- En 2013, des membres du bureau de l'organisation en Ukraine ont soumis au Groupe de travail sur la procédure d'examen périodique universel des observations sur la traite d'êtres humains, l'égalité entre les femmes et les hommes, la violence domestique, la discrimination sexiste et les droits des enfants.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les priorités de l'organisation et de ses membres, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, sont intégrées dans l'ensemble des activités – depuis la fourniture de services aux victimes de violence jusqu'à la prévention de la traite d'êtres humains, en passant par des actions de lobbying et de plaidoyer à l'échelon national et international.

4. International Network for Sustainable Energy

Statut consultatif spécial, 1998

Introduction

L'International Network for Sustainable Energy est un réseau de 150 organisations non gouvernementales créé en 1992 lors du Forum mondial tenu parallèlement à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation aspire à un monde où les services énergétiques nécessaires au développement centré sur l'homme sont assurés de manière durable grâce aux énergies renouvelables. Ce réseau mondial est constitué d'organisations non gouvernementales indépendantes travaillant à la recherche de solutions aux problèmes de pauvreté et de protection de l'environnement reposant sur l'énergie durable. Ses membres visent tout particulièrement : l'accès égal de tous aux services

énergétiques; des possibilités de création de revenu reposant sur les énergies renouvelables, en particulier pour les pauvres; l'augmentation des rendements et la réduction de la pollution dans l'utilisation des combustibles classiques, notamment pour améliorer les conditions de travail des femmes; la réduction de la pollution à un niveau tolérable par l'environnement, notamment s'agissant des émissions de gaz à effet de serre, par une meilleure efficacité des méthodes classiques actuelles de production, de transformation, de transport, de distribution et d'utilisation de l'énergie, au moyen de sources d'énergie renouvelables disponibles localement; et l'élimination complète de l'énergie nucléaire.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'International Network for Sustainable Energy a participé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro, Brésil, du 20 au 22 juin 2012. En tant qu'organisation non gouvernementale, le réseau a contribué à la formulation des déclarations du grand groupe des organisations non gouvernementales environnementales lors de la conférence susmentionnée. Il a également contribué, en 2013, à la déclaration du grand groupe des femmes ainsi qu'à une proposition concernant des normes internationales d'efficacité énergétique, destinée au Comité exécutif de la technologie de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'International Network for Sustainable Energy a participé aux événements suivants et organisé des expositions et manifestations parallèles :

- Dix-neuvième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Varsovie, du 11 au 22 novembre 2013;
- Dix-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Doha, du 26 novembre au 8 décembre 2012;
- Dix-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Durban, Afrique du Sud, du 28 novembre au 9 décembre 2011;
- Seizième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Cancun, Mexique, du 29 novembre au 10 décembre 2010.

L'organisation a également participé activement à :

- La préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable avec l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, à Genève, le 10 octobre 2011;
- La sixième session du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation s'est principalement consacrée aux processus liés à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, au Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable et aux travaux du Centre et Réseau des technologies climatiques.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a publié « Gender, Climate and Energy: 2001-2012 », en 2013, « Energy Access Publication Online: Sustainable Energy Cases from Africa and Asia », en 2012, et « Combining Energy Access and Climate Protection », en 2014. Pour la période 2011-2014, elle met par ailleurs en œuvre un projet visant à faire entendre la voix du Sud dans les débats consacrés aux changements climatiques.

5. Association psychanalytique internationale

Statut consultatif spécial, 1998

Introduction

L'Association psychanalytique internationale a été créée en 1910 avec pour mission d'assurer le maintien de la vigueur et du développement de la psychanalyse en tant que théorie du développement psychologique humain et comme moyen de traitement de certaines maladies mentales. L'Association travaille en étroite collaboration avec ses organisations constituantes sur chaque continent afin d'offrir des normes pour la formation, les conférences et les congrès internationaux et de concevoir des programmes cliniques, d'éducation et de recherche. Ses effectifs sont passés de 240 membres en 1920 à plus de 12 000 aujourd'hui.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association psychanalytique internationale cherche à créer de nouveaux groupes psychanalytiques, stimuler le débat, mener des recherches, élaborer des politiques de formation et établir des liens avec d'autres organismes. Elle organise un congrès biennal ouvert à tous. Sa mission est d'assurer le développement continu de la psychanalyse au bénéfice des patients. Elle travaille en partenariat avec 70 organisations constituantes dans 33 pays et soutient ses plus de 12 000 membres.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'organisation porte les questions et préoccupations internationales à l'attention de la profession psychanalytique afin d'élaborer une méthodologie liant le développement de l'individu au développement socioéconomique au sein de la communauté mondiale. Elle évalue la psychanalyse et sa pratique à la lumière de préoccupations internationales telles que la prévention et le règlement des conflits,

les effets des préjugés, notamment ethniques ou sexistes, les effets de la violence, la maltraitance des enfants et la promotion générale du bien-être de l'humanité.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 1^{er} au 12 mars 2010;
- Cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 22 février au 4 mars 2011;
- Cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 27 février au 9 mars 2012;
- Cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 4 au 15 mars 2013;
- Quarante-neuvième session de la Commission du développement social, à New York, le 19 février 2010 et du 9 au 18 février 2011;
- Cinquantième session de la Commission du développement social, à New York, du 1^{er} au 10 février 2012;
- Cinquantième et unième session de la Commission du développement social, à New York, du 10 février 2012, 20 décembre 2012 et du 6 au 15 février 2013;
- Quarante-quatrième session de la Commission de la population et du développement, à New York, du 11 au 15 avril 2011;
- Quarante-cinquième session de la Commission de la population et du développement, à New York, du 23 au 27 avril 2012;
- Quarante-sixième session de la Commission de la population et du développement, à New York, du 20 au 26 avril 2013;
- Dix-neuvième session de la Commission du développement durable, à New York, du 2 au 13 mai 2011;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable, à Rio de Janeiro, du 20 au 22 juin 2012;
- Vingtième session de la Commission du développement durable, à New York, le 20 septembre 2013;
- Dixième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, à New York, du 16 au 27 mai 2011;
- Cinquante-deuxième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à New York, du 9 au 27 juillet 2012;
- Quatrième session du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, à New York, du 12 au 15 août 2013;
- 109^e session du Comité des droits de l'homme, à Genève, du 14 octobre au 1^{er} novembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Dans le cadre de sa présidence du Comité d'ONG sur la condition de la femme, l'organisation a assisté l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour l'inscription et l'orientation des milliers de participants aux cinquante-quatrième, cinquante-cinquième, cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de la Commission de la condition de la femme. Elle a également contribué à l'organisation de centaines d'événements parallèles, de tables rondes et de réunions avec des responsables de haut niveau au cours des sessions de la Commission de la condition de la femme. Des représentants de l'organisation ont fait des présentations sur la santé mentale à l'occasion de chaque conférence annuelle et sont intervenus oralement au cours de la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme en 2011.

Lors de la sixième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, l'organisation est intervenue, le 18 juillet 2013, devant un groupe en charge de la santé mentale et du handicap.

Elle a par ailleurs apporté son expertise sur les différentes étapes du développement humain au Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement incluent :

- En août 2011, lors de sa réunion biennale à Mexico, l'Association a organisé des réunions et des ateliers sur les droits de l'homme et la santé mentale;
- En août 2013, lors de sa réunion biennale à Prague, l'Association a organisé des ateliers sur les préjugés, le racisme, les droits de l'homme et le génocide;
- Chaque année, l'Association organise, au cours des sessions de la Commission de la condition de la femme, des événements consacrés à la santé maternelle et l'éducation des jeunes filles.

6. International Relations Students' Association of McGill University

Statut consultatif spécial, 2006

Introduction

L'International Relations Students' Association of McGill est une organisation à but non lucratif constituée au niveau fédéral.

Buts et objectifs de l'organisation

Elle a pour mission de promouvoir l'autonomisation, le leadership et la sensibilisation des jeunes. Pour ce faire, elle offre aux étudiants diverses plateformes de discussion consacrées aux relations internationales.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Dans le cadre de ses activités, l'organisation cherche à trouver des solutions à divers problèmes et encourage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales universels, notamment de la manière suivante :

a) Elle accueille deux conférences « l'ONU mise en scène » à Montréal, Canada. Chaque conférence de quatre jours réunit annuellement 1 500 étudiants, alors que le Symposium des Écoles secondaires pour les Nations Unies invite chaque année 1 000 élèves du secondaire, originaires d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud et d'Afrique. L'association accueille également, en novembre, la simulation annuelle des relations internationales, une conférence « l'ONU mise en scène » d'une journée à laquelle participent près de 200 étudiants de McGill;

b) L'association sélectionne chaque année six conférences « l'ONU mise en scène » organisées par d'autres universités d'Amérique du Nord, auxquelles elle envoie des délégations de 8 à 12 étudiants;

c) Le *McGill International Review* est une revue publiée annuellement en version papier proposant des articles écrits par des étudiants sur des questions d'intérêt international. La plateforme en ligne comprend par ailleurs de brefs textes d'opinion sur des questions d'ordre mondial;

d) « Junior Peacemakers » est une initiative menée par des étudiants et permettant à des volontaires de l'Université McGill de conduire, dans des écoles élémentaires de Montréal, des ateliers en français et en anglais sur les droits de l'homme et les inégalités mondiales. L'initiative forme plus de 500 jeunes, les incitant à trouver des solutions novatrices à des problèmes d'ordre mondial;

e) Le programme de développement du Conseil économique et social des Nations Unies est soutenu par les initiatives suivantes : l'Association envoie des étudiants de l'Université McGill mener des actions bénévoles avec des organisations à but non lucratif de Montréal, par exemple servir des repas aux sans-abri et aux chômeurs. Grâce à une collaboration au plan international avec English Opens Doors et le Ministère chilien de l'éducation, l'association met en œuvre le programme Proyecto Aprender et envoie de 15 à 30 étudiants de McGill enseigner l'anglais dans des écoles de communautés marginalisées au Chili (de mai à juillet 2010 et de mai à juillet 2011). L'Association a également noué un partenariat avec Maximo Nivel (une organisation à but non lucratif accréditée par les Ministères guatémaltèque et péruviens de l'éducation et envoyé des étudiants de McGill enseigner l'anglais à des enfants des rues dans des écoles primaires locales au Guatemala en mai 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Chaque année, des délégations de 5 à 10 étudiants assistent aux sessions de la Commission de la condition de la femme. Les participants approfondissent au préalable les thèmes qui y sont abordés afin de contribuer aux discussions durant des événements organisés en marge.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2013, le Symposium des Écoles secondaires pour les Nations Unies a levé des fonds et effectué un don au Programme alimentaire mondial. En 2011 et 2012, l'association a collecté des fonds pour l'UNICEF.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association mène des actions de sensibilisation aux objectifs du Millénaire pour le développement à travers divers programmes, dont les conférences « l'ONU mise en scène ». Ces dernières donnent aux étudiants l'occasion d'effectuer des recherches sur les thèmes abordés par l'Assemblée des Nations Unies, d'en débattre et de formuler des résolutions. Grâce à cet exercice, les étudiants se familiarisent avec les Nations Unies et les objectifs du Millénaire pour le développement. L'association sensibilise également aux objectifs du Millénaire pour le développement par l'intermédiaire du *McGill International Review*, qui propose une plateforme permettant aux étudiants de partager leurs points de vue sur ces objectifs. Son programme « Junior Peacemakers » vise à sensibiliser à des problèmes et thèmes à l'échelle mondiale.

7. International Society for Augmentative and Alternative Communication

Statut consultatif spécial, 2006

Introduction

L'International Society for Augmentative and Alternative Communication est une alliance mondiale qui compte plus de 3 500 membres dans 60 pays et s'emploie à créer des possibilités pour les personnes non parlantes ou presque. Grâce à son réseau mondial, la société soutient et encourage les meilleures méthodes de communication améliorée et alternative. Elle dispose de 16 sections nationales et régionales en Australie, au Brésil, au Canada, au Danemark, aux États-Unis, en Finlande, en Inde, en Israël, en Italie, en Norvège, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Suède et dans la Province de Taiwan, Chine.

Buts et objectifs de l'organisation

L'International Society for Augmentative and Alternative Communication est une œuvre de bienfaisance dont l'action consiste à promouvoir la meilleure communication possible pour les personnes ayant des besoins complexes de communication. Elle a pour objectif de faire reconnaître, apprécier et utiliser à l'échelle mondiale la communication améliorée et alternative. Pour parvenir à un monde où chacun est à même de communiquer, les personnes qui utilisent la communication améliorée et alternative et leur famille, les prestataires de services et les chercheurs, les fabricants et les représentants des pouvoirs publics doivent être amenés à collaborer pour faire connaître cette communication et la rendre disponible à tous les non-parlants. L'organisation mène une bonne part de ses actions de terrain par l'intermédiaire de ses sections, qui sont en fait des groupes de membres prenant en charge la mission de l'organisation dans leur pays ou leur région respectifs.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue de la manière suivante :

- a) Elle soutient le renforcement des capacités des pays en développement en matière de communication améliorée et alternative;
- b) Elle a accueilli, en 2010 et 2012, des conférences biennales réunissant 1 200 délégués de plus de 35 pays pour présenter des documents scientifiques, servir de forum aux entreprises travaillant dans le secteur de la communication améliorée et alternative et du handicap, pour faciliter la commercialisation de leurs produits et services, et permettre aux utilisateurs de ce type de communication et à leur famille de partager des expériences communes. Elle récompense les contributions individuelles de ses membres en leur décernant un certain nombre de prix;
- c) Elle célèbre chaque année dans ses sections, en octobre, le Mois international de sensibilisation à la communication améliorée et alternative et assure la promotion d'événements locaux, nationaux, et régionaux afin de mieux faire connaître cette communication et les besoins de ses utilisateurs;
- d) Elle encourage les activités de recherche dans ce domaine par le biais d'*Augmentative and Alternative Communication*, une revue scientifique à comité de lecture, de bourses de voyage et de diverses récompenses.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les membres de l'organisation ont participé à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la question du handicap et du développement, qui s'est tenue à New York le 23 septembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a engagé des discussions, en 2013, avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), pour soutenir la proposition de révision de la Classification internationale des maladies – 10^e révision sur les troubles mentaux et du comportement, formulée par le Département Santé mentale et abus de substances psychoactives.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a célébré chaque mois d'octobre, de 2010 à 2013, le Mois international de sensibilisation à la communication améliorée et alternative, organisant des événements, des activités et des campagnes publicitaires visant à mieux faire connaître la communication améliorée et alternative, les personnes qui l'utilisent et leur famille.

8. International Society of Doctors for the Environment

Statut consultatif spécial, 2002

Introduction

L'International Society of Doctors for the Environment est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif, composée de médecins et autres professionnels de domaines apparentés. Elle compte des organisations nationales et régionales membres dans plus de 35 pays. Le Bureau exécutif de la Société, établi en Suisse, coordonne les recherches, les informations et les activités de formation.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation regroupe des médecins de famille, des chercheurs, des cliniciens, ainsi que des spécialistes de toutes les branches des soins de santé qui ont conscience des problèmes écologiques affectant la santé et la sécurité humaine. Ils sont préoccupés par l'incidence croissante de pathologies liées à la dégradation de l'environnement et sont déterminés à proposer aux communautés des réponses en termes de soins médicaux, de plaidoyer et de promotion d'actions préventives efficaces. L'organisation a été créée en tant qu'outil permettant de renseigner et d'informer les médecins et le grand public, d'encourager la sensibilisation et les initiatives des organes privés et publics, notamment les agences gouvernementales. Elle compte plus de 30 000 membres et son effectif est en augmentation constante. Elle favorise les contacts et les efforts coopératifs avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales, régionales et locales pour soutenir des projets d'intérêt mondial et établir des liens entre des groupes nationaux travaillant sur des projets locaux.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Les programmes de pays de l'organisation visent à promouvoir une meilleure compréhension des conséquences sanitaires sérieuses et des causes évitables du changement climatique ainsi que des effets graves sur la santé du nombre croissant de polluants environnementaux. Ces effets sanitaires préjudiciables touchent plus particulièrement les femmes et les enfants et accroissent potentiellement la pauvreté car les personnes malades ne sont pas en mesure de travailler de manière effective ou efficace. Des membres de l'organisation ont participé au Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique, qui fait désormais partie de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, travaillant sur les nanoparticules, le plomb, le mercure et le cadmium. Elle a soumis une proposition visant à ajouter les produits pharmaceutiques persistants dans l'environnement à l'ordre du jour de la prochaine réunion.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté aux réunions suivantes :

- Cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 22 février au 4 mars 2011;
- Cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 27 février au 9 mars 2012;
- Cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 4 au 15 mars 2013;
- Dix-neuvième session de la Commission du développement durable, à New York, du 2 au 13 mai 2011;
- Deuxième et troisième cycles de négociations informelles sur le projet zéro du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, en qualité de membre du sous-comité de la santé du groupe des ONG parties prenantes;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro, du 20 au 22 juin 2012;
- Dixième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, à New York, du 16 au 27 mai 2011;
- Douzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, à New York, du 20 au 31 mai 2013;
- Journée d'information des grands groupes et d'autres parties prenantes, à New York, les 20 et 22 septembre 2013;
- Réunion intersession entre les grands groupes et d'autres parties prenantes sur les objectifs de développement durable tenue le 22 novembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé à la soixante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information et des ONG des Nations Unies, qui s'est tenue à Melbourne, Australie, du 30 août au 1^{er} septembre 2010; elle a coprésidé le comité d'experts, endossant la responsabilité de la rédaction du document final. L'organisation a également participé à un sous-comité lors de la soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information et des ONG, à Bonn, Allemagne, du 3 au 5 septembre 2011.

L'organisation a par ailleurs assisté aux réunions semi-annuelles de l'organe directeur de l'OMS et aux réunions annuelles des bureaux régionaux du Programme des Nations Unies pour l'environnement en Amérique du Nord, Amérique latine et Caraïbes et Europe.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation ne travaille pas directement sur les objectifs du Millénaire pour le développement mais ses activités sont pertinentes pour l'atteinte de chacun d'eux.

Informations complémentaires

L'organisation a coopéré et s'est entretenue avec le secrétariat de l'ONG Control Arms afin d'intégrer des préoccupations de santé environnementale aux

discussions menant au Traité sur le commerce des armes du 2 avril 2013 et au plan d'action sur les armes légères.

9. Union internationale pour l'étude scientifique de la population

Statut consultatif spécial, 1950

Introduction

L'Union internationale pour l'étude scientifique de la population est une association professionnelle qui rassemble plus de 2 000 chercheurs, scientifiques et décideurs et 500 membres étudiants de 136 pays en vue de coopérer sur un large éventail de questions démographiques.

Buts et objectifs de l'organisation

La mission de l'organisation est de promouvoir l'étude scientifique de la population, de favoriser les relations entre les démographes à l'échelle mondiale et de susciter l'intérêt pour les questions démographiques.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Des représentants de l'Union ont participé aux réunions de la Commission de la population et du développement, du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et de la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales. Les activités de l'Union font progresser la recherche, stimulent la concertation sur les politiques et sont à l'origine de publications sur des questions qui préoccupent l'Organisation des Nations Unies, notamment la santé génésique et sexuelle, le VIH/sida, le bien-être des adolescents et des jeunes, la migration internationale, la migration interne et l'urbanisation, le vieillissement et les interactions entre la population et l'environnement. L'Union a organisé sa vingt-septième Conférence internationale sur la population à Busan, République de Corée, du 26 au 31 août 2013. Plus de 2 000 démographes, étudiants et responsables politiques de 106 pays y ont participé et le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, ainsi que le Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population, se sont adressés à l'auditoire par vidéoconférence. L'Union a organisé 40 séminaires, réunions d'experts, ateliers et conférences dans 21 pays, ainsi que cinq cyberséminaires sur des questions liées à la démographie et l'environnement. Elle a également publié des rapports, des articles de revues à comité de lecture et des documents d'orientation basés sur ses séminaires et activités.

L'Union a coopéré avec le FNUAP à la production et la mise en œuvre de deux programmes en ligne d'enseignement à distance, le premier concernant des outils d'estimation démographique (par une équipe dirigée par l'Université du Cap) et le second traitant de l'analyse de la population pour l'élaboration de programmes et de politiques (par une équipe dirigée par la London School of Hygiene and Tropical Medicine).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'Union ont présenté une déclaration lors de la vingtième réunion de coordination sur la migration internationale, organisée par la Division de la population à New York, les 9 et 10 février 2012. L'organisation a par ailleurs soumis une déclaration lors des auditions informelles interactives menées en préparation du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, à New York, le 15 juillet 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Union internationale pour l'étude scientifique de la population a coopéré avec des entités des Nations Unies et/ou obtenu leur soutien pour l'organisation des activités suivantes :

- Un Séminaire international sur la jeunesse, la migration et le passage à l'âge adulte dans les pays en voie de développement (2010);
- Un Séminaire international sur les migrations internes, l'urbanisation et leurs impacts socioéconomiques dans les pays en développement : défis et réponses politiques (2011);
- Un Séminaire international sur l'approche démographique des migrations forcées et des réfugiés (2012);
- Un Séminaire international sur la stratification socioéconomique et la fertilité avant, pendant et après la transition démographique (2012);
- Un Séminaire international sur la violence durant l'adolescence et la jeunesse dans les pays en développement (2012);
- Un Séminaire international sur la compréhension et le traitement des besoins non satisfaits en matière de planification familiale (2013).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Union a organisé deux séminaires internationaux ayant trait à l'objectif du Millénaire pour le développement n° 5, portant l'un sur l'impact et la durabilité du renforcement de l'utilisation des services de santé génésique par le biais de programmes réalisés au niveau local et de financement des soins de santé, tenu en Thaïlande en 2012, et le second sur la compréhension et le traitement des besoins non satisfaits en matière de planification familiale, tenu au Kenya en 2013.

10. International Women's Year Liaison Group

Statut consultatif spécial, 1998

Introduction

L'International Women's Year Liaison Group se compose de 35 organisations féminines nationales, de religions et de croyances diverses, poursuivant le but commun d'abolir la discrimination à l'égard des femmes afin de réaliser les objectifs d'égalité, de développement et de paix au Japon.

Buts et objectifs de l'organisation

Le groupe a pour objectifs et buts de mettre en œuvre les objectifs des 12 domaines sensibles définis dans le Programme d'action de Beijing afin de créer une société à égalité des sexes. Les principales activités de l'organisation incluent des actions de pression en adressant des courriers aux pouvoirs nationaux et locaux, aux partis politiques et aux organes pertinents ainsi que la tenue de consultations avec des femmes parlementaires. L'organisation n'a cessé de réclamer l'adoption par le Japon de politiques respectueuses de l'égalité des sexes, susceptibles de renforcer les mécanismes institutionnels pour la promotion de la femme.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

En juillet 2013, l'organisation a formulé son avis sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes par l'intermédiaire du Bureau de la parité des sexes du Gouvernement japonais, en vue des septième et huitième rapports sur la Convention.

L'organisation a activement participé aux conférences et discussions en petit groupe du Ministère japonais des affaires étrangères/Conférences des ONG sur les plans d'action nationaux en vue de la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, organisées en septembre 2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé en qualité d'observateur ou à titre consultatif à la délégation du Gouvernement japonais et contribué ou assisté à des événements parallèles mis en place avec le Gouvernement lors des réunions suivantes :

- Cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 1^{er} au 12 mars 2010;
- Cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 22 février au 4 mars 2011;
- Cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 27 février au 9 mars 2012;
- Cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 4 au 15 mars 2013;
- Réunions de la Troisième Commission organisées durant les soixante-cinquième, soixante-sixième, soixante-septième et soixante-huitième sessions de l'Assemblée générale;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro, du 20 au 22 juin 2012;
- Cinquième Conférence Internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, organisée à Yokohama, Japon, du 1^{er} au 3 juin 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été précisée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Certains membres du Comité de développement des relations internationales de l'organisation ont participé à des réunions de consultation et discuté des contributions sur des questions à l'échelle mondiale, par exemple la santé et les droits sexuels et génésiques, les maladies infectieuses, notamment le VIH/sida, et l'aide publique au développement pour le Ministère japonais des affaires étrangères/Conférences des ONG tenues entre 2010 et 2013.

11. Interregional Union of Life Help for Mentally Handicapped Persons « Sail of Hope »

Statut consultatif spécial, 2002

Introduction

L'Interregional Union of Life Help for Mentally Handicapped Persons « Sail of Hope » est une organisation qui se consacre à des formes spécifiques d'éducation, à l'éducation sur un plan général, à la réadaptation médicale et professionnelle de personnes souffrant d'un handicap mental ou autre et assure la promotion de leur intégration dans la société. Elle est basée à Moscou et dispose de sections dans d'autres régions de la Fédération de Russie.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour objectif de protéger les droits des handicapés mentaux et de leurs parents. Pour ce faire, elle s'efforce de : coopérer avec des spécialistes qualifiés afin d'apporter une aide juridique, médicale, pédagogique et psychologique aux handicapés mentaux et à leurs parents; créer des centres de formation et des postes de travail pour des handicapés mentaux, dans le but de leur assurer un emploi et d'améliorer leur bien-être matériel; promouvoir un mode de vie sain; coopérer avec les médias pour sensibiliser aux problèmes des handicapés mentaux; et organiser des concours, des festivals, des expositions, des ventes aux enchères, des loteries, des événements culturels, sportifs et autres à des fins caritatives.

Changements à signaler

L'Union est devenue membre du Partenariat mondial pour l'eau en 2012.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'organisation a assuré des cours spéciaux destinés aux femmes travaillant dans les médias, de mai à octobre 2011; participé au Congrès international des patients, à Moscou, en décembre 2012; participé à la Conférence internationale de haut niveau sur le travail décent de l'Organisation internationale du Travail, à Moscou, les 11 et 12 décembre 2012; mis en œuvre un projet avec la Bulgarie en vue de la création d'écoles de l'eau en 2013; mis en œuvre un projet avec la

Lettonie en vue de la création d'une école de journalisme social en 2013-2104; participé au Sommet mondial pour l'éducation, à Doha, du 29 au 31 octobre 2013; et organisé à Moscou, en novembre 2013, une conférence internationale sur la société civile et le partenariat international dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture, de l'écologie et du commerce au Brésil, en Fédération de Russie, en Inde, en Chine et en Afrique du Sud.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Union a participé aux réunions suivantes :

- Troisième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, à New York, du 1^{er} au 3 septembre 2010;
- Dix-neuvième session de la Commission du développement durable, à New York, du 2 au 13 mai 2011;
- Dixième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, à New York, du 16 au 27 mai 2011;
- Cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 27 février au 9 mars 2012;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2012, avec organisation d'un événement parallèle sur le thème de l'eau pour la vie et dans le cadre de la lutte contre le handicap;
- Cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, à New York, du 4 au 15 mars 2013;
- Débat de haut niveau du Conseil économique et social sur la science, la technologie et l'innovation, ainsi que les perspectives ouvertes par la culture, au service de la promotion du développement durable et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, à Genève, en juillet 2013;
- Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement établis au niveau international pour les personnes handicapées « La voie à suivre : un programme de développement qui tient compte de la question du handicap pour 2015 et au-delà », à New York, le 23 septembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Union, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, a organisé à Moscou, en novembre 2013, une conférence internationale sur la société civile et le partenariat international dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture, de l'écologie et du commerce au Brésil, en Fédération de Russie, en Inde, en Chine et en Afrique du Sud.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

S'agissant de l'objectif n° 1, l'Union a mis en place des opportunités de formation professionnelle et d'emploi pour des personnes handicapées et,

concernant l'objectif n° 7, elle a mis en œuvre des projets dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

12. Association italienne d'aide à l'enfance

Statut consultatif spécial, 2006

Introduction

L'Association italienne d'aide à l'enfance travaille en Chine, au Viet Nam, au Cambodge, en Thaïlande, au Bangladesh, au Népal, en Inde, en Afghanistan, à Sri Lanka, en Éthiopie, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Italie et en Colombie.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation se consacre à la défense des droits fondamentaux des enfants, en l'occurrence les droits de vivre, d'être en bonne santé, d'avoir une famille et de recevoir une éducation, de se livrer à des jeux et à l'innocence partout dans le monde. Elle a pour objectif de prévenir l'abandon des enfants. L'organisation construit et soutient l'établissement de nouvelles structures sanitaires, d'unités de premiers secours, de cabinets médicaux et d'écoles; parraine des centres destinés aux mères célibataires; met à disposition des structures de prise en charge d'enfants des rues, d'enfants victimes de violence, de sévices sexuels ou de la prostitution; et parraine des activités de microcrédit afin de venir en aide aux femmes en difficulté.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'organisation a mis en œuvre au Cambodge l'initiative des écoles amies des enfants développée par l'UNICEF. L'infanticide féminin étant un problème majeur en Inde, l'ONG a élaboré, en 2006, un programme de prévention de ce phénomène au Tamil Nadu. Elle a contribué à l'organisation d'une conférence nationale sur des modèles de protection intégrée de l'enfance, tenue à Bhubaneswar, en Inde, le 1^{er} novembre 2011. Les pouvoirs locaux et l'UNICEF ont assuré la promotion de cette manifestation. Lors de la conférence, l'organisation a animé un atelier de formation et de soutien aux parents adoptifs : l'expérience italienne. Elle a également participé à la Campagne mondiale pour l'éducation, une initiative de la société civile visant à appuyer l'action des Nations Unies dans la réalisation de l'objectif n° 2 du Millénaire pour le développement sur l'éducation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été spécifiée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré de la manière suivante avec des entités du système des Nations Unies :

- En 2011, elle a participé à un projet de recherche promu par l'UNICEF et consacré aux enfants des rues d'Addis-Abeba;

- En 2010, 2011, 2012 et 2013, l'organisation a contribué aux travaux du Groupe d'ONG italiennes lors des sessions du Comité des droits de l'enfant;
- En 2012, l'organisation a collaboré avec l'UNICEF au Viet Nam dans le cadre de l'étude sur les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi en tant que réponse positive pour les enfants d'âge préscolaire souffrant de malnutrition modérée;
- La section de l'organisation au Viet Nam, en sa qualité de membre actif du groupe sectoriel pour la nutrition au sein du Centre d'information des ONG de Hanoï coordonné par l'UNICEF, a encouragé la conduite d'activités de plaidoyer sur l'allaitement maternel et d'autres problèmes nutritionnels;
- En 2010, la section cambodgienne de l'organisation a travaillé en étroite collaboration avec le Ministère cambodgien des affaires sociales, des anciens combattants et de la réhabilitation de la jeunesse et l'UNICEF en vue de renforcer les mesures de protection de remplacement pour les enfants et le système de protection de l'enfance dans le pays;
- En 2010, l'organisation a participé à la préparation du deuxième rapport complémentaire aux Nations Unies sur le suivi de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant en Italie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

S'agissant de l'objectif n° 2, l'organisation s'est attachée à offrir une éducation dans les zones rurales du Burkina Faso, où 136 635 enfants ont bénéficié d'un enseignement primaire et 6 072 enseignants ont été formés. Concernant l'objectif n° 3, elle a facilité l'éducation de 1 565 filles dans les établissements d'enseignement secondaire et formé 11 018 femmes. Concernant l'objectif n° 4, l'organisation a fourni des produits alimentaires et un traitement pédiatrique néonatal à 8 476 enfants souffrant de malnutrition. S'agissant de l'objectif n° 6, elle a fourni des tests de dépistage du VIH et prodigué des conseils à 5 957 femmes et assuré notamment des soins, un traitement et un appui à la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Concernant l'objectif n° 7, elle a assuré à 300 familles l'accès à l'eau potable.

13. Jesuit Refugee Service

Statut consultatif spécial. 2002

Introduction

Le Jesuit Refugee Service est une organisation catholique internationale qui a pour mission d'accompagner les réfugiés et autres personnes déplacées de force et de défendre leurs droits. L'organisation offre des services aux niveaux national et régional, avec l'appui d'un centre international situé à Rome. Fondée en novembre 1980 par la Compagnie de Jésus, l'organisation est officiellement enregistrée en tant que fondation reconnue par le Saint-Siège le 19 mars 2000.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour mission d'accompagner, servir et défendre les droits des réfugiés et d'autres personnes déplacées de force. En tant qu'organisation catholique

et œuvre de la Compagnie de Jésus, elle puise son inspiration dans la compassion et l'amour de Jésus pour les pauvres et les exclus.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, en étroite coordination avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'organisation a contribué à promouvoir l'éducation au Tchad, en République centrafricaine, en Éthiopie, au Kenya, au Rwanda, en Afrique du Sud, en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne, en Thaïlande et au Cambodge. Avec le Coordonnateur des secours d'urgence, elle s'est efforcée de répondre aux situations d'urgence en République démocratique du Congo, en République arabe syrienne, en Colombie et en République centrafricaine. La section genevoise de l'organisation est membre du Groupe mondial de la protection 2010-2013.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Soixante et unième session du HCR, Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, du 4 au 8 octobre 2010;
- Soixante-deuxième session du HCR, Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, du 3 au 7 octobre 2011;
- Soixante-troisième session du HCR, Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, du 1^{er} au 5 octobre 2012;
- Soixante-quatrième session du HCR, Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, du 30 septembre au 4 octobre 2013;
- Quarante-septième réunion du Comité permanent du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, du 2 au 4 mars 2010;
- Quarante-huitième réunion du Comité permanent du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, du 22 au 24 juin 2010;
- Quarante-neuvième réunion du Comité permanent du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, le 21 septembre 2010;
- Cinquantième réunion du Comité permanent du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, du 1^{er} au 3 mars 2011;
- Cinquantième et unième réunion du Comité permanent du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, du 21 au 23 juin 2011;
- Cinquantième-deuxième réunion du Comité permanent du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, les 20 et 21 septembre 2011;
- Cinquantième-troisième réunion du Comité permanent du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, du 13 au 15 mars 2012;
- Cinquantième-quatrième réunion du Comité permanent du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, les 26 et 27 juin 2012;

- Cinquantième-cinquième réunion du Comité permanent du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, les 18 et 19 septembre 2012;
- Cinquantième-sixième réunion du Comité permanent du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, du 5 au 7 mars 2013;
- Cinquantième-septième réunion du Comité permanent du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à Genève, du 25 au 27 juin 2013;
- Débat consacré aux affaires humanitaires du Conseil économique et social, à New York, du 13 au 15 juillet 2010;
- Débat consacré aux affaires humanitaires du Conseil économique et social, à Genève, du 19 au 21 juillet 2011;
- Débat consacré aux affaires humanitaires du Conseil économique et social, à New York, du 18 au 20 juillet 2012;
- Débat consacré aux affaires humanitaires du Conseil économique et social, à Genève, du 15 au 17 juillet 2013;
- Examen ministériel annuel du Conseil économique et social, à Genève, du 4 au 8 juillet 2011, durant lequel l'organisation a soumis une déclaration écrite mettant en avant l'importance de l'éducation pour les enfants réfugiés.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Entre 2010 et 2013, l'organisation a travaillé avec le HCR en qualité d'agent d'exécution ou partenaire collaborant dans des camps de réfugiés des pays suivants : Tchad, Ouganda, Kenya, Éthiopie, Afrique du Sud, Zimbabwe, Népal, Équateur, Malte, Thaïlande, Liban, Jordanie, République démocratique du Congo et République centrafricaine. En 2012, l'organisation a été invitée par le Haut-Commissariat à participer à un dialogue structuré d'un an consacré aux partenariats.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours de la période considérée, l'organisation a planifié et mis en œuvre un programme destiné à fournir un enseignement de troisième cycle à distance aux réfugiés vivant dans des environnements isolés et à accueillir des communautés dans les camps de réfugiés de Kakuma au Kenya et de Dzaleka au Malawi.

Informations supplémentaires

L'organisation continue, comme à l'accoutumée depuis 2009, de mettre en œuvre des projets en Tunisie, en République arabe syrienne, au Liban, en Jordanie et en Turquie.

14. José Martí Cultural Society

Statut consultatif spécial, 2002

Introduction

La José Martí Cultural Society compte 11 100 membres actifs regroupés au sein de 835 clubs Martí qui sont ses organisations de base. Elle dispose de 89 conseils municipaux.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation promeut l'étude de l'histoire cubaine et du combat mené en faveur de la pleine indépendance à différents niveaux. Elle lutte également pour la défense de l'identité cubaine et son existence en tant que nation indépendante et souveraine. L'organisation propose des programmes et entreprend des actions pour diffuser au mieux ces idéaux au plan international et l'étude y afférente, noue des relations avec des institutions et organisations implantées à l'étranger qui partagent des objectifs similaires et collabore à des actions d'intérêt mutuel. Elle participe par ailleurs à divers forums nationaux et internationaux afin de communiquer des informations sur la réalité cubaine.

Changements à signaler

En octobre 2010, la José Martí Cultural Society a adopté une nouvelle structure comprenant des sections dans les 15 provinces du pays et une dans la municipalité spéciale d'Isla de la Juventud.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'organisation poursuit les mêmes objectifs et thèmes que le Conseil économique et social. Elle œuvre en faveur d'une coexistence pacifique entre les peuples, promeut le développement durable, met en avant le respect et la protection de l'environnement et lutte contre toutes les formes de discrimination et d'inégalité, conformément à la Charte des Nations Unies. Au cours de la période considérée, elle a développé des projets à l'intention des écoles communautaires afin de promouvoir les valeurs civiques, la paix et la solidarité entre tous les peuples. L'organisation travaille avec les médias à la promotion de principes éthiques et de valeurs éducatives et familiales. Elle s'efforce également d'amener les jeunes à participer activement aux actions socioculturelles menées au sein des communautés.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'a été spécifiée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Appuyée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), lors de sa trente-deuxième Conférence générale en 2003, l'ONG a assuré la promotion et organisé le Projet José Martí de solidarité mondiale, qui œuvre en faveur de la paix et du développement. En janvier 2013, l'ONG a organisé la troisième Conférence internationale sur l'équilibre dans le monde, avec le soutien de l'UNESCO. Elle a également participé aux activités promues par le bureau régional de l'UNESCO à Cuba.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En soutien de l'objectif n° 7, l'organisation encourage les projets développés dans l'esprit de José Martí, comme les forêts, les jardins communautaires et autres qui contribuent à la formation de valeurs pour la protection et le maintien des ressources naturelles et à l'éducation des enfants et des jeunes à la préservation de l'environnement, créant ainsi une culture qui favorise le développement durable. En 2010, elle a organisé le Colloque international José Martí pour une culture de la nature ainsi qu'un événement national annuel consacré à ce thème, dont les activités ont contribué à la plantation de plus de 500 bois et jardins dans le pays.

15. Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture

Statut consultatif spécial, 2010

Introduction

Le Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, basé au Liban, défend les droits de l'homme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en soumettant des déclarations écrites sur les droits de l'homme dans ces pays et en assistant le Conseil des droits de l'homme dans ses travaux.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture œuvre en faveur de la réadaptation des victimes de la violence et de la torture. Il met en place des mécanismes de protection des droits de l'homme fondamentaux et encourage les actions de plaidoyer et de prévention. Il promeut également l'égalité et la justice et lutte contre toutes les formes de discrimination. Le Centre crée des centres de soins médicaux, de traitement psychologique et de réadaptation sociale, éducative et professionnelle. Il organise par ailleurs des conférences, des séminaires et des sessions de formation sur la prévention de la torture et de la violence et publie des rapports et divers ouvrages sur les incidences psychologiques et sociales de la torture.

Changements à signaler

Aucun changement notable n'est à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Le Centre commémore différentes journées internationales en organisant des activités, débats et ateliers.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2011, le Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture a présenté trois déclarations écrites lors de la seizième session du Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération particulière n'est spécifiée.

**Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire
pour le développement**

Aucune initiative particulière n'est spécifiée.
